

Questions orales

[Traduction]

L'ENVIRONNEMENT

LA NIAGARA—LE DÉVERSEMENT D'EAU CONTAMINÉE

M. Tom McMillan (Hillsborough): Madame le Président, je voudrais poser une question au ministre d'État chargé des Sciences et de la Technologie et ministre de l'Environnement. Il n'ignore pas que la société *S.C.A. Chemical Waste Service* de New York a reçu de l'État de New York un permis fédéral l'autorisant à construire un pipe-line qui déversera des millions de gallons d'eau contaminée dans la Niagara. Il sait certainement par ailleurs que bien des municipalités canadiennes puisent leur eau potable à même cette rivière. Peut-il dire à la Chambre si lui-même ou le secrétaire d'État aux Affaires extérieures ou le premier ministre ou n'importe quel autre représentant du gouvernement canadien a exhorté le gouvernement des États-Unis à annuler ce permis?

L'hon. John Roberts (ministre d'État chargé des Sciences et de la Technologie et ministre de l'Environnement): Oui, madame le Président, nous avons protesté avec véhémence auprès du gouvernement des États-Unis à ce sujet. En premier lieu, si nous avons présenté ces instances, c'est pour nous assurer que le gouvernement américain accepte et honorera, comme il s'y est engagé, ses obligations internationales en vertu du traité sur les eaux des Grands lacs. En deuxième lieu, nous voulons ainsi nous assurer que l'Environmental Protection Agency même examinera les témoignages présentés aux audiences qui auront lieu dans l'État de New York. Comme le député le sait, j'ai également promis que nos ingénieurs et nos scientifiques étudieraient les témoignages rendus à New York. C'est ce que nous avons fait et nous avons publié un rapport de leurs constatations.

A ce propos, je voudrais souligner les efforts de mon ami de Niagara Falls qui a renvoyé hier, sauf erreur, toute l'affaire à la C.M.I.

M. McMillan: Je voudrais poser une question supplémentaire au ministre. L'hon. représentant est-il disposé à déposer à la Chambre le texte des instances présentées par lui-même ou par le gouvernement à ses homologues américains, afin de confirmer aux Canadiens intéressés, qui doutent que le gouvernement agit comme il l'avait promis durant la campagne électorale, que des initiatives sont effectivement prises?

M. Roberts: Madame le Président, j'examinerai volontiers cette requête. Je suis pas certain que toutes ces instances aient été formulées par écrit. Je me suis entretenu avec M. Castle, administrateur de l'Environmental Protection Agency, au moins à trois reprises et je lui ai présenté directement ces instances. Je tenterai de savoir si elles ont été faites par écrit ensuite et de me rendre compte s'il serait opportun de les

déposer à la Chambre. De toute façon, j'en transmettrai la teneur au député, car je sais qu'il s'intéresse à la question.

* * *

L'AGRICULTURE

LA RENÉGOCIATION DES QUOTAS D'IMPORTATION DE VOLAILLE

L'hon. John Wise (Elgin): Madame le président, ma question s'adresse au ministre de l'Agriculture, ministre qui a trahi sa juste part des promesses de son gouvernement qui sont restées sans lendemain. On en trouve un exemple de choix dans la taxe sur les vins de l'Ontario comme aussi dans la position qu'il a adoptée à propos des importations de volailles. Parce qu'il n'a pas su prendre les initiatives qui s'imposaient, les importations sont passées de cinq millions à environ 65 millions de livres. Nous sommes entrés en scène, nous en avons fixé le niveau pour le réduire de 22 millions de livres.

Des voix: Règlement!

M. Wise: J'arrive à ma question, madame le président. Le ministre a dit très clairement qu'il renégocierait le niveau des importations et qu'il le réduirait. Je lui demande . . .

Mme le Président: A l'ordre, je vous prie. J'imagine que le député a une question; si oui, il devrait la poser sur-le-champ.

M. Wise: J'ai posé ma question, madame le Président. Je suis certain que le ministre n'a pas besoin de je répète la question. Il a bel et bien promis de renégocier les quotas d'importation et de les réduire. Le ministre a-t-il tenu parole ou est-ce une autre promesse qu'il n'a pas tenue?

L'hon. E. F. Whelan (ministre de l'Agriculture): Madame le Président, le député a porté plusieurs accusations dans l'entrée en matière de ce qu'il a appelé une question. Après avoir procédé à une enquête, nous nous sommes rendu compte par exemple que la taxe sur les vins rapportait deux fois plus au gouvernement de l'Ontario qu'au gouvernement fédéral. S'il veut s'en tenir aux faits, il devrait le faire au sujet de la taxe sur les vins.

Il a aussi parlé de la volaille. Les importations de volaille ont diminué cette année. A l'heure actuelle, on s'enquiert partout au Canada des exportations de volaille vers les États-Unis, parce que notre gouvernement a assuré à nos producteurs une stabilité qui a accru leurs revenus. Je sais que le député appuyait les aviculteurs avant de devenir ministre. Il appuyait aussi ce mode de gestion du marché, lorsqu'il était ministre. Maintenant, les Américains, qui vendent leur poulet à perte depuis plus d'un an, s'informent du marché au Canada et nous proposent d'acheter notre production. Les échanges s'effectuent maintenant en sens inverse, surtout parce que nos producteurs se tirent mieux d'affaire sur le plan financier. Ils ont des entreprises rentables et viables. Je ne m'oppose pas, madame le Président, à ce que le député s'attribue une part du mérite qui nous revient à la suite de ce succès.